

ISRAËL & PALESTINE

De l'impossibilité de tendre la main



Ecole primaire improvisée: sous une tente au milieu des débris, des volontaires donnent des cours aux petits élèves.

(photos: Renée Wagener)

Entre un attentat-suicide et le refus du Likoud d'accepter un Etat palestinien, une délégation européenne s'est rendue en Israël. Compte rendu d'une visite dans la terre du désespoir.

(rw) – 8 mai. Les répercussions du cauchemar israélo-palestinien se font déjà sentir à l'aéroport de Bruxelles. Devant les guichets d'embarcation d'El Al, des jeunes gens sont postés pour poser sur un ton sec "quelques questions" au nom du ministère de l'Intérieur israélien: en notant que notre groupe (une députée et plusieurs journalistes) accompagne une délégation parlementaire européenne, leur curiosité s'accroît instantanément: "Qui a organisé cette visite? Quel en est le programme? Quels sont les lieux précis que vous visiterez? Qui allez-vous rencontrer exactement?" Un lap top est confisqué temporairement pour inspection. Après une demi-heure d'interrogatoire, on nous laisse passer. A Tel Aviv, même scénario,

mêmes questions, même ton militaire. Réponse à notre demande s'il y a un problème: "Non, c'est la procédure normale."

Un Etat au-dessus des lois

9 mai. La délégation, composée de parlementaires du Parlement européen ainsi que de parlementaires nationaux aussi bien libéraux que verts, socialistes ou de la gauche, part pour Abu Dis. Par des rues désertes à cause d'un couvre-feu, nous arrivons dans ce quartier de banlieue de Jérusalem qui est le domicile d'Abu Ala, président du Conseil législatif palestinien. Cet organe, élu directement en 1996, devait faire l'intérim jusqu'à la création d'un réel parlement palestinien, mais le provisoire continue à durer. Abu Ala n'hésite pas à comparer la situation de son peuple à celle de l'Afrique du Sud sous l'Apartheid: "Les Palestiniens vivent dans les territoires occupés comme dans des cages. Il y a une réelle volonté de destruction d'Israël qui se comporte comme un Etat au-dessus des lois." Alima Boumédiène, députée européenne du groupe des Verts et initiatrice de la visite, résume les positions qui unissent la délégation (reconnaissance des deux Etats israélien et palestinien dans les frontières fixées en 1967, stop à la colonisation) et celles qui la divisent (question d'un boycott de produits israéliens). A quoi Abu Ala répond: "Nous avons accepté 22 pour cent de la Palestine historique, mais le gouvernement israélien veut encore les négocier. Aujourd'hui, nous vivons un désespoir immense." Quant aux initiatives de boycott, il reste prudent: "C'est votre décision de juger si c'est utile."

La délégation repart pour Ramallah. Notre mini-bus passe sans grands problèmes deux check-points et entre dans une ville où les enfants peuvent faire voler à nouveau leurs cerfs-volants, même si elle est encore marquée par les destructions récentes. Au quartier général, les barricades sont en train d'être démantelées, et on commence à réparer les dégâts

causés par balles et explosifs. Ensuite, audience chez un Yassir Arafat qui semble frêle et affaibli. Après avoir traité du problème de l'église de la Nativité à Bethléem, de l'attaque attendue de Gaza, du récent attentat-suicide palestinien, qu'il condamne, il évoque les destructions commises par l'armée israélienne à Ramallah et à Jénine. Des infrastructures, installées en grande partie avec l'aide européenne, japonaise, américaine ou arabe, seraient touchées profondément. Ce dont nous pouvons nous convaincre sur place: le ministère de la "Sécurité préventive" par exemple, sorte de police intérieure, a été complètement détruit.

En déjeunant avec des membres du Conseil législatif palestinien, nous nous rendons compte qu'Arafat n'a pas que des adeptes. Les "parlementaires" estiment que des réformes institutionnelles sont urgentes. Actuellement, Arafat et son Autorité nationale palestinienne peuvent gérer les territoires sans contrôle efficace du Conseil législatif et même ignorer les lois votées par lui. Mais les critiques sont encore plus acerbes vis-à-vis du gouvernement israélien, qui refuse d'accorder des laissez-passer aux membres du Conseil. Mis à part des conférences-vidéo, le conseil ne peut pas siéger. "Comment pouvons-nous alors élaborer des réformes, ce qui serait notre rôle?" s'exclame un membre du Conseil.

Désespoir des deux côtés

10 mai. Rendez-vous du groupe luxembourgeois avec un israélien d'origine luxembourgeoise. Guide touristique de profession, il se fait un plaisir de nous montrer la vieille ville de Jérusalem et de nous expliquer l'histoire de la forteresse. Nous déjeunons sur la terrasse d'un petit restaurant dont il salue amicalement le gérant arabe. Quelques minutes plus tard cependant, nous sommes engagés dans une discussion sur la position à son avis "pro-palestinienne" des Européens. Quelle serait selon lui la meilleure solution du conflit? Il renvoie à la légitimation historique et religieuse de la démarche israélienne. Mais sur un point, nous sommes d'accord: la situation actuelle est intenable, aussi bien du point de vue politique qu'économique, et cela se fait sentir de plus en plus, par exemple pour le tourisme. "Peut-être", dit-il, "avons-nous maintenant atteint un tel degré de désespoir des deux côtés qu'une solution politique s'impose."

L'après-midi, rencontre de la délégation européenne avec des ONG. Par exemple le groupe "Women for a just peace", une fédération de huit associations de femmes israéliennes et palestiniennes qui milite pour la paix. Leur slogan: "L'aire des généraux est terminée, l'aire des femmes est arrivée." Jean Bretéché, représentant de la Commission européenne pour la Palestine, rend attentif au fait que les Israéliens n'ont pas le droit d'accéder aux territoires palestiniens: "Ils ne sont pas conscients de ce qui s'y passe." Mahdi Abdul Hadi, politologue palestinien, ne mâche pas ses mots. Selon lui, Arafat n'est intéressé qu'à assurer sa propre survie, l'Union européenne, au lieu de se position-



Sur les murs des maisons saccagées, les affiches avec les "héros" de la lutte armée palestinienne.

ner clairement, ne fait que soulager sa mauvaise conscience en distribuant des fonds, et des groupes comme "Women for a just peace" n'ont pas le cran de critiquer plus fondamentalement la politique israélienne. C'est la première fois aussi que nous entendons le terme "martyre" pour décrire les attentats-suicides. Hadi admet qu'il y a parmi les jeunes "une conception romantique du sacrifice". Selon lui, il s'agit du produit d'une société sans solution politique et sans message humanitaire. Claudette Habesch, présidente de Caritas Internationalis Palestine est exaspérée par la politique de coopération internationale: "On nous submerge de sucre et de riz au lieu de prothèses, de médicaments ou de bancs d'école."

Le soir nous sommes invités à dîner chez Nurit Peled-Elzhanan, lauréate 2001 du Prix Sakharov du Parlement européen. Madame Peled-Elzhanan et son mari ont perdu leur fille dans un attentat. Ensemble avec d'autres parents, israéliens et arabes, ils sont regroupés dans l'"Association des parents d'enfants morts". "Les seuls qui peuvent tendre leur main ici, ce sont ceux qui ont perdu un être cher," dit le mari. Lui qui a servi comme réserviste dans trois guerres milite aujourd'hui pour la paix.

Combien de morts à Jénine?

11 mai. La délégation part pour Jénine, dernière étape de la visite. En arrivant au camp de réfugiés, en fait un quartier bâti, nous sommes confron-

tés au désastre que les tanks israéliens ont laissé derrière eux: des maisons à moitié détruites, d'autres réduites en poussière. Nous marchons sur des débris à plusieurs mètres au-dessus du niveau ancien. Dans ces débris écrasés, combien de morts? Personne ne le sait à l'heure actuelle. 150 bâtiments ont été détruits, une septantaine risquent de s'effondrer, 60 furent brûlés par les tirs de fusées. 1.300 familles sont sans domicile. Mais jusqu'ici, seulement vingt personnes mortes ont été trouvées. Les responsables locaux estiment que des centai-

nes de personnes ont été emprisonnées, mais on ne dispose toujours pas de noms, et on ne peut pas déduire de ces chiffres combien ont été tuées dans l'assaut. Sur les murs restants, les affiches avec les "héros" de la lutte armée palestinienne fleurissent. De jeunes gens mitraille au poing, en jaquette militaire, l'air grave mais confiant.

A l'hôpital de Jénine, le directeur nous parle de l'impuissance de la Croix-Rouge qui a été empêchée de faire son travail, de l'interdiction de ramasser les cadavres jusqu'à ce que la Cour suprême israélienne l'autorise par un jugement, de son impression que l'armée israélienne a évacué elle-même clandestinement des corps en camions réfrigérateurs, des stocks de médicaments qui attendent l'autorisation du ministère de la santé israélien pour être délivrés. Et il dit qu'il n'a confiance ni en Kofi Annan ni dans le Conseil de Sécurité de l'ONU: "Kofi Annan n'est intéressé qu'à garder son poste. Face au refus d'Israël d'accepter la commission d'enquête, il aurait dû démissionner."

12 mai. Retour sur l'aéroport de Tel Aviv. A nouveau un interrogatoire. Cette fois-ci, nous ne sommes plus impressionnés. La jeune femme me demande: "Est-ce que votre opinion sur la situation ici a été changée par cette visite?" Je lui réponds: "Non, mais en le voyant de ses propres yeux, tout devient plus réel."



La vie continue: devant une maison à moitié détruite, un homme prépare du béton.

kommentar

Guerre et paix

Comme le mouvement d'une pendule, attentats-suicides palestiniens et attaques armées israéliennes alternent. Et les deux parties affirment ne réagir qu'aux violences de l'autre. Si le conflit israélo-palestinien montre à l'évidence l'absurdité écoeurante de la logique de guerre, il se caractérise cependant également par un rapport de force très clair: face à une armée israélienne efficace et bien équipée, les capacités militaires palestiniennes sont très réduites. D'ailleurs, la volonté affichée d'Arafat de négocier, tout comme les attentats, ne sont que deux expressions contradictoires d'une même impuissance à battre l'ennemi militairement. La seule issue qui reste pour les responsables palestiniens, c'est de miser sur le droit international. Et c'est, comme le montre l'attitude désolante du Conseil de Sécurité face au siège de Jénine, une démarche sans garantie aucune.

Entre-temps, malgré les apparences, Sharon exécute sans le dire ce que Nétanyahou revendique à voix haute: empêcher la création d'un Etat palestinien. En entrant dans les villes de Ramallah, de Bethléem et de Jénine, Israël n'a pas seulement "puni" par des moyens en dehors de tout concept de droit des personnes innocentes pour des attentats qu'elles n'ont pas commis. En agissant ainsi, le gouvernement Sharon est en plus en train de détruire de façon systématique ministères, stations de police et autres infrastructures indispensables au développement d'une Palestine autonome.

Manifestation pour la paix à Tel Aviv, visites de délégations internationales, engagement d'ONG – quel impact peuvent avoir de tels gestes vis-à-vis de la tentation permanente de la guerre et de l'anéantissement? L'Afrique du Sud est peut-être un exemple qu'à la longue, la pression politique et l'opinion publique s'imposent. Mais il montre aussi que la paix dans les têtes est une affaire de générations.

Renée Wagener, rédactrice du woxx et députée des Verts, a participé à une délégation de députés européens et nationaux en Israël et en Palestine du 8 au 12 mai 2002.